

SOMMAIRE :**•Actualités :**

L'appel d'Aung San Suu Kyi jugé par la cour suprême

Un attentat à la bombe en territoire karen

Augmentation de la production d'opium

Ibrahim Gambari remplacé

450 parlementaires dénoncent les crimes contre l'humanité en Birmanie et appellent l'ONU à agir

•Eclairage :

L'éradication progressive de la culture shan

•Un pays, des peuples :

Les Chins

•Portrait

Bo Kyi, de l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques

• Nous soutenir, nous rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

D E C E M B R E 2 0 0 9

Edito

La fin de l'année 2009 semble bien clémente pour les généraux birmans. Après avoir fait la une de l'actualité internationale à plusieurs reprises cette année, la dictature birmane sait se faire oublier. Ou serait-ce plutôt les membres de la Communauté internationale qui savent trop facilement oublier la Birmanie ?

Le cynisme des généraux birmans les pousse certainement à se réjouir des répressions sanglantes en Iran, de l'assassinat d'un Occidental en Chine ou « encore mieux » des expulsions d'ethnies en Thaïlande... L'expulsion de 4.000 Hmongs par la Thaïlande au mépris de toute considération pour le respect des droits de l'Homme détourne l'attention de la communauté internationale des exactions commises par l'armée birmane envers les minorités ethniques de son pays.

Ce mois-ci, 450 parlementaires du monde entier ont interpellé le Conseil de sécurité des Nations unies sur les crimes contre l'humanité commis par l'armée dans l'Est du pays depuis vingt ans. En 2009 seulement, plus de 75.000 personnes ont dû fuir vers la Thaïlande et la Chine en raison des violences perpétrées dans leur région d'origine. Combien d'autres devront encore fuir ou périr avant que les Nations unies se décident enfin à agir ?

Les Nations unies ne peuvent que constater le cuisant échec qu'a été la médiation tentée par M. Ibrahim Gambari. Ce dernier quitte son poste d'émissaire des Nations unies après s'être fait, disons le, sévèrement rabroué et humilié par les généraux birmans. Il part la tête basse ; les Nations unies et leur Conseil de sécurité ont devant eux une montagne à gravir pour (re)trouver un semblant d'influence et de crédibilité devant le pouvoir birman.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi**La Cour suprême juge recevable l'appel d'Aung San Suu Kyi**

Le 21 décembre 2009, la Cour suprême a déclaré recevable l'appel interjeté par Aung San Suu Kyi, condamnée en août à 18 mois supplémentaires de résidence surveillée pour atteinte à la sécurité. La Cour n'a fixé aucune date pour son audience, qui devrait intervenir dans le mois qui vient. Il est probable que la chef de file de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) restera confinée dans sa maison de Rangoon pendant la campagne et les élections prévues l'année prochaine. La plupart des observateurs estiment que l'arrêt de la Cour suprême, quel qu'il soit, ne changera rien au sort d'Aung San Suu Kyi et que sa libération dépend entièrement du bon vouloir de la junte. Si l'opposante venait néanmoins à obtenir gain de cause devant la Cour suprême, elle ne pourrait prétendre à une fonction électorale du fait de son mariage avec un étranger, le Britannique Michael Aris, aujourd'hui décédé.

Aung San Suu Kyi autorisée à rencontrer les leaders de son parti

Les autorités birmanes ont autorisé Aung San Suu Kyi à rencontrer les membres du Comité exécutif de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Cette rencontre est la dernière d'une série d'entretiens autorisés au cours desquels Aung San Suu Kyi a pu rencontrer des membres du gouvernement birman et des diplomates étrangers. Au cours de leur rencontre dans une résidence du gouvernement, la leader du parti a appelé ses collègues à une réorganisation de leur structure. Tous semblent s'accorder sur la nécessité d'une réorganisation.

Depuis la formation du parti en 1988, l'écart générationnel au sein du parti s'est régulièrement accru. Le parti souffre également des mesures déployées par les militaires pour restreindre ses activités. A l'exception de Aung San Suu Kyi et de Khin Maung Swe, les 11 membres du Comité exécutif ont tous plus de 80 ou 90 ans.

La LND a besoin de renforcer sa présence dans le pays en prévision des élections de 2010. Le parti n'a pas pu organiser de meetings d'envergure nationale depuis au moins deux décennies. Vingt ans après le raz de marée remporté par la LND, le parti manque de jeunes candidats, car les jeunes membres du parti n'ont donc pas eu de véritables occasions de s'affirmer. La relève au sein de l'opposition démocrate pourrait davantage venir des étudiants de 1988, déjà actifs lors des soulèvements de 1988, et aujourd'hui âgés d'une quarantaine d'années. Mais ils sont pour la plupart emprisonnés. Ainsi Min Ko Naing, Ko Ko Kyi, Pyone Cho ou Htay Kywe (membres de Génération 88) purgent actuellement des peines allant jusqu'à 65 ans de prison.

Sécurité**La Junte accuse les rebelles Karen d'attentat à la bombe**

Vendredi 18 décembre, le gouvernement et la presse officielle birmane ont accusé l'Union Nationale Karen (Karen National Union (KNU)) d'avoir placé une bombe faisant sept morts et onze blessés à Papun dans l'Etat Karen du Nord mercredi 16. La bombe aurait explosé à côté de stands de nourriture lors d'un rassemblement pour célébrer le nouvel an karen. Selon les organes de presse du gouvernement, les rebelles karen cherchaient à créer la panique et risquent de faire exploser d'autres bombes. Les journaux gouvernementaux appelaient la population à rapporter toute activité suspecte aux autorités. Zipporah Sein, la Secrétaire général de la KNU, a formellement démenti ces accusations. La KNU n'a aucune raison de venir perturber les célébrations de son propre peuple. « A l'approche des élections, le gouvernement essaye de créer l'incompréhension entre les Karens et de les diviser » a déclaré Z. Sein. La KNU se bat depuis plus de six décennies pour l'autonomie. A la différence de dix-sept autres groupes rebelles, la KNU n'a pas signé de cessez-le-feu avec le gouvernement.

Business**Le Crédit Suisse sanctionné pour pratiques frauduleuses**

Le Crédit Suisse a écopé d'une amende record de 536 millions de dollars infligé par le ministère de la Justice et le Trésor américains pour avoir procédé à des transactions en dollars avec des pays soumis à des sanctions par les USA, comme l'Iran, le Soudan, la Birmanie, Cuba et la Libye. La banque a reconnu avoir effectué des transactions pour 1,6 milliard de dollars au cours des dix dernières années vers des banques de ces pays ou leurs ressortissants.

Drogue**Un rapport des Nations unies constate l'augmentation de la production d'opium**

Lundi 14 décembre, un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a établi que la production d'opium a augmenté de près de 50% depuis 2006 en Birmanie et de 11% depuis un an. Le directeur régional de l'UNODC, Gary Lewis, explique que les efforts pour contenir la production se délitent et que la situation risque d'empirer en raison de l'insécurité politique dans le nord du pays et de la pression économique. Le rapport montre que le gros de la production provient de zones contrôlées par les minorités ethniques avec une augmentation de 40% dans l'Etat Shan et des augmentations légères dans les zones Kachin et Karen. Des préoccupations existent quant au risque de voir les groupes ethniques armés vendre plus de drogue pour se procurer des armes devant le risque accru de conflit avec le gouvernement. Parallèlement au rapport publié par les Nations unies, l'Organisation des femmes de Palong (Palong Women's Organization, PWO), s'appête à publier sa propre enquête qui dénonce le rôle majeur du gouvernement birman dans l'amointrissement des efforts pour contenir la production.

Nations unies et Communauté internationale

Ibrahim Gambari remplacé par Vijay Nambiar, diplomate indien

Ibrahim Gambari, émissaire des Nations unies pour la Birmanie, a quitté le poste qu'il occupait depuis mai 2007. L'ancien ministre des Affaires étrangères nigérian devrait devenir le chef de la force de maintien de la paix ONU-Union Africaine au Darfour. Le peuple de Birmanie a vécu quelques uns des événements les plus tumultueux de son histoire pendant le mandat de M. Gambari. Critiqué à de nombreuses reprises pour son manque de résultats, Ibrahim Gambari avait coutume de dire que sa mission n'était pas un « événement arrêté mais un long processus ». Il est souvent apparu comme un spectateur malheureux des événements. Lorsque le pays était frappé par le cyclone Nargis ou que les généraux réprimaient durement des manifestations, M. Gambari n'a pas su canaliser les protestations de la communauté internationale pour inciter à changement politique.

Après le passage du cyclone Nargis il semble même que M. Gambari ait du s'effacer et laisser son supérieur, le Secrétaire général Ban Ki-moon forcer les généraux à laisser entrer l'aide internationale dans le pays. Quelques mois plus tard, Aung San Suu Kyi avait même refusé de le recevoir, frustrée de ce "processus sommaire". Ce refus était sans précédent et très significatif. En août 2008, Burma Campaign UK notait d'ailleurs que, depuis que Gambari était en poste, le nombre de prisonniers politiques avait doublé, plus de 130 000 personnes avaient été forcées à l'exil dans l'Est de la Birmanie, les manifestations pacifiques de septembre 2007 s'étaient soldées sur une sévère répression....

Sans bien sûr rejeter la responsabilité de la situation en Birmanie sur Ibrahim Gambari, son approche n'a probablement pas été la meilleure qu'il soit. En voulant jouer la carte de la sécurité, Gambari a perdu de sa crédibilité jusqu'à se faire réprimander et intimider par les généraux lorsqu'ils n'appréciaient pas son attitude.

Un ancien diplomate indien a été nommé pour remplacer Gambari, Vijay Nambiar. M.Nambiar est depuis janvier 2007 le Chef de Cabinet de Ban Ki-moon. Quelques jours après le passage du cyclone Nargis, Nambiar avait rencontré l'ambassadeur birman aux Nations unies, Kyaw Tint Swe. Après cette réunion, le régime militaire avait accepté l'envoi de matériel de secours et de médicaments dans la zone la plus touchée du Delta Irrawaddy.



Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, en visite en Birmanie

Après s'être rendu en Birmanie, Joseph Stiglitz a fait part de son optimisme quant au développement économique de la Birmanie. Lors de son séjour, M.Stiglitz a rencontré le ministre de l'agriculture et du développement rural, le Major Général Htay Oo, et le ministre du développement national, Soe Tha. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP)), a mené une série de discussions avec les Etats d'Asie du Sud-est dans le but de stimuler le secteur agricole birman et de permettre au pays de retrouver son statut de grenier de l'Asie. Pour le Prix Nobel d'économie l'heure est à l'espoir et il ne faut pas laisser passer l'opportunité de changement. Selon Stiglitz et l'ESCAP, une approche sans confrontation doit permettre des progrès vers une amélioration des conditions économiques des zones rurales pauvres. Environ 75% des 57 millions de birmans vivent dans ces zones rurales. Les dégâts sur le long terme causés par le cyclone Nargis, la crise économique mondiale et les changements climatiques ont aggravé l'état de précarité du pays. Stiglitz espère ouvrir de nouveaux espaces de dialogue. Selon lui, le gouvernement birman prend de plus en plus conscience de l'obligation de s'adapter aux changements du monde et de s'engager dans un partenariat pour le développement avec des organes des Nations unies. Un partenariat avec l'ESCAP permettrait l'ouverture d'une plateforme d'échange, d'expériences et d'idées entre experts locaux et internationaux.

Le coût élevé du crédit dans les zones rurales est l'un des principaux freins au développement. Stiglitz a appelé le gouvernement birman à promouvoir l'accès à un financement de l'agriculture approprié afin de favoriser l'approvisionnement en graines et engrais et permettre un meilleur accès aux soins et à l'éducation dans les milieux agricoles. Il a notamment insisté sur la nécessité de combler les écarts en matière d'éducation. Enfin le Prix Nobel d'économie a rappelé que l'économie et le politique ne pouvaient fonctionner séparément et que seul un processus participatif et inclusif serait efficace.

La Chine demande stabilité et développement à Than Shwe

Le Vice-président chinois Xi Jinping s'est rendu à Naypyidaw le 20 décembre 2009. Il a exprimé à Than Swhe le souhait de la Chine que soit assuré « la stabilité politique, le développement économique et la réconciliation nationale » en Birmanie. Than Shwe a garanti à Xi Jinping que le gouvernement birman travaillerait conjointement avec Pékin pour assurer la paix et le développement à la frontière sino-birmane. Le Général a évoqué une coopération bonne et amicale.

Le séjour de Xi Jinping a permis la signature de nombreux accords entre les deux pays dont plusieurs sur des projets d'énergie hydraulique et de pipelines. La Chine a investi environ 2,5 milliards de dollars dans des pipelines à la frontière avec la Birmanie. Ces installations doivent transporter 85% de l'énergie importée par la Chine depuis la Birmanie. L'instabilité dans la région pourrait mettre en péril les intérêts chinois en Birmanie.

Nations unies et Communauté internationale

A l'occasion de la journée mondiale des droits de l'homme, près de 450 députés du monde entier appellent le conseil de sécurité de l'ONU à enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Birmanie

442 parlementaires issue de 29 pays ont décidé d'interpeller le Conseil de Sécurité des Nations unies et demandent l'ouverture d'une enquête internationale sur les crimes contre l'humanité et autres crimes de guerre commis en Birmanie, et demandent la mise en place d'un embargo mondial sur les armes à destination du régime militaire birman.

Initiée pour le 61^{ème} anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, cette démarche a été portée par deux parlementaires japonais, Hon. Azuma Konno et Hon. Tadashi Inuzuka, tous deux membres du parti démocrate japonais au pouvoir. En France, 24 parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, issus de diverses familles politiques, se sont joints à cette action internationale.

Malgré les politiques divergentes de leurs gouvernements respectifs, tous les parlementaires ayant répondu à cet appel ont souligné leur inquiétude quant à la situation humanitaire en Birmanie et demandent au Conseil de Sécurité de l'ONU d'agir sur le dossier birman, comme il l'a fait par le passé pour le Rwanda ou le Darfour.

Comme le souligne M. Azuma Konno, *« une telle action est due de longue date. Le régime militaire birman mène des attaques brutales à l'encontre de sa population depuis des décennies. »*. En effet, ces attaques à l'encontre de la population civile issue des minorités ethniques ont conduit à la destruction de plus de 3.500 villages dans l'Est de la Birmanie depuis 1996. Un récent rapport de la Harvard Law School's International Human Rights Clinic a rassemblé des preuves accablantes démontrant que le régime militaire a commis des crimes contre l'humanité dans l'Est de la Birmanie au cours de la dernière décennie.

« Cette lettre démontre que les yeux du monde sont portés sur la Birmanie, et que nous attirons l'attention sur les violations perpétuelles des droits de l'homme perpétrées par le régime militaire. La destruction de villages et le nettoyage ethnique doivent immédiatement cesser. Je suis fier de pouvoir m'associer à cet appel lancé par tant d'élus du monde entier, et demander le respect des droits du peuple de Birmanie et que cesse cette violence gratuite » a ajouté M. Joseph Pitts, membre de la Chambre des Représentants aux Etats-Unis.

Liste des parlementaires français ayant signé l'appel:

Assemblée Nationale

Aurélié FILIPPETTI, députée de Moselle, Présidente du groupe d'études à vocation internationale sur la Birmanie; **Axel PONIATOWSKI**, député du Val d'Oise, Président de la commission des affaires étrangères; **Lionnel LUCA**, député des Alpes Maritimes, membre du groupe d'études à vocation internationale sur la Birmanie et membre de la commission des affaires étrangères; **François LONCLE**, député de l'Eure, membre du groupe d'études à vocation internationale sur la Birmanie et membre de la commission des affaires étrangères; **Michel VOISIN**, députée de l'Ain, membre du groupe d'études à vocation internationale sur la Birmanie; **Etienne PINTE**, député des Yvelines; **Noël MAMERE**, député de Gironde; **Chantal ROBIN-RODRIGO**, députée des Hautes Pyrénées

Sénat

Joëlle GARRIAUD MAYLAM, sénatrice des Français établis à l'étranger, Présidente du groupe Birmanie, secrétaire de la commission des affaires étrangères; **Jean FRANCOIS-PONCET**, sénateur du Lot-et-Garonne, vice-président de la commission des affaires étrangères; **Robert BADINTER**, sénateur des Hauts de Seine, membre de la commission des affaires étrangères; **Nicole BORVO COHEN-SEAT**, sénatrice de Paris; **Odette TERRADE**, sénatrice du Val-de-Marne; **Christian COINTAT**, sénateur des Français établis à l'étranger; **Serge LAGAUCHE**, sénateur du Val-de-Marne; **Michel BECOT**, Sénateur des Deux-Sèvres; **Bernard FOURNIER**, sénateur de la Loire; **Françoise HENNERON**, sénatrice du Pas-de-Calais; **Laurent BETEILLE**, sénateur de l'Essonne; **Yves POZZO DI BORGIO**, sénateur de Paris, membre de la commission des affaires étrangères; **Michel GUERRY**, sénateur des Français établis à l'étranger, membre de la commission des affaires étrangères; **Jean-Pierre SUEUR**, sénateur du Loiret; **Catherine MORIN DESAILLY**, sénatrice de la Seine-Maritime; **Jean-Pierre LELEUX**, sénateur des Alpes-Maritimes

Eclairage

Ce mois ci: L'éradication progressive de la culture shan en Birmanie

A l'occasion d'une conférence de presse tenue à Chiang Mai en Thaïlande pour le lancement de son nouveau rapport « Forbidden Glimpses of Shan State: A Brief Alternative Guide », le Réseau d'Action des Femmes Shan (Shan Women's Action Network ou SWAN) a dénoncé les attaques du régime birman à l'encontre la culture shan. Selon le rapport du groupement paru le 17 novembre dernier, le gouvernement militaire remplace progressivement la culture ethnique shan par sa « propre culture birmane homogénéisée et artificiellement imposée ».

Le livre dénonce les mises en danger par le régime militaire des derniers vestiges des 34 anciennes principautés Shan. En édifiant au travers de l'Etat Shan de nouveaux monuments à l'honneur des anciens rois guerriers birmans et des répliques de la fameuse pagode Shwedagon de Rangoon, la junte est simplement en train d'éliminer progressivement la culture traditionnelle Shan au nom du tourisme et de la religion. La junte construit de nombreuses nouvelles pagodes et temples en ignorant totalement l'architecture et la culture traditionnelle shan. « La façon dont ces structures ont été construites ou rénovées n'est pas une tentative de expansion du Bouddhisme par le régime, mais plutôt la volonté de faire étalage du pouvoir, de l'assimilation culturelle et de la superstition, » déclare un membre du réseau.



L'état Shan au nord-est de la Birmanie est l'état le plus grand du pays et comprend une population estimée à 6 millions de personnes.



Réplique de la pagode Shwedagon à Tachilek

Depuis le coup d'état de 1960, quatre palaces d'anciens souverains Shan ont été détruits par les militaires. En témoigne le cas du Palace de Kengtung à l'Est de l'Etat Shan : les autorités lui ont d'abord mis la main dessus pour le transformer en bureau administratif, puis en 1991, l'ont démolit et remplacé par un hôtel. De même, les autorités ont transformé le Palace Yawnghwe en musée du Bouddhisme.

Ces endroits « pourraient être bientôt perdus à tout jamais en raison des plans de développement du régime, financés par les investisseurs thaïlandais et chinois [...] ; les gazoducs et oléoducs, qui s'étendront de l'Etat d'Arakan à l'ouest de la Birmanie à la province chinoise du Yunnan, traverseront l'Etat Shan ». « La junte est en train de détruire subtilement notre héritage culturel que représentent les pagodes historiques et les palaces, en construisant des barrages et des pipelines, » constate Ying Harn Fah, porte-parole de SWAN.

Le rapport déplore par la même occasion les ravages constatés sur « les forêts, collines et rivières de l'Etat shan » occasionnés par une exploitation débridée et sans-mesure des ressources naturelles par le régime et ses complices.

La langue shan même est mise en danger par le gouvernement qui interdit son apprentissage dans les zones contrôlées ; au moins 10 personnes ont été arrêtées en 2008 pour s'être impliquées dans des cours privés.

Qui plus est, les conflits armés entre groupes ethniques et gouvernement pour l'autonomie qui rongent la région depuis plus d'un demi-siècle et la présence des plus grosses exploitations de drogue du pays, font de la région une zone extrêmement militarisée. Selon le rapport, près de 150 bataillons armés, postés dans l'Etat Shan, exproprient régulièrement les villageois de leurs fermes, leur extorquent de l'argent et les exploitent comme main d'œuvre gratuite.

Créé en 1999, le Réseau d'Action des Femmes Shan était déjà connu pour son rapport "License to Rape" publié en 2002, qui dénonçait l'utilisation par le régime de la violence sexuelle dans les conflits en cours dans l'Etat Shan.



Le palais de Kengtung, bâti en 1903, a été détruit en 1991 sur ordre des autorités de Rangoon. A la place fut construit par le ministère du tourisme un hôtel moderne, le 'Kyaing Tong Hotel'.

Pour plus d'informations : Shan Women Action Network <http://www.shanwomen.org/>

Un pays, des peuples

Ce mois-ci: les Chins

Les Chins vivent dans la chaîne de montagne à l'ouest de la Birmanie, à la frontière avec l'Inde, et sont apparentés aux populations des états indiens du Mizoram et du Manipur. L'Etat Chin comprendrait environ 500.000 Chins, qui se nomment eux-mêmes Mizo ou Zomi. L'Etat Chin compte 2 districts et 14 municipalités, calquées sur les chefferies traditionnelles : Cikha, Hakha, Falam, Kanpalet, Matupi, Rezua, Mindat, Paletwa, Rihkhuadar, Thantlang, Tedim, Tuithang et Tonzang. Sa capitale est Hakha depuis 1974.

A la fin de l'occupation britannique, l'accord de Panglong prévoyait que l'Etat Chin accède à l'autodétermination après l'indépendance. Cependant, après l'assassinat du général Aung San en juillet 1947, l'accord ne fut pas respecté. Les peuples chins avaient pourtant été très impliqués dans les luttes pour la liberté et l'indépendance contre les Britanniques et contre les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les villages chins étaient traditionnellement des unités autonomes gouvernés par des conseils des anciens ou des chefs de village. La Conférence Chin qui eu lieu le 20 février 1948 à Falam mit fin au système traditionnel de chefs de village, et devint le « Jour National Chin », début d'une période de liberté et de démocratie dans l'Etat Chin. Après le coup d'Etat de 1962, les militaires abolirent tous les traités et droits fondamentaux des minorités. Le « Jour National Chin » est aboli et les Chins sont forcés de célébrer à

la place le « Jour de l'Etat Chin ». En 1974 les militaires firent de l'Etat Chin un simple territoire mettant fin à tout espoir d'autodétermination. Les militaires de Rangoon sont très conscients de la symbolique du terme de « nationalité » pour les Chins. Les Chins sont restés indépendants des royaumes birman, et formaient avant la colonisation anglaise une seule région avec le Mizoram et le Manipur. Le terme de « nationalité » Chin correspond au choix d'un peuple souhaitant exprimer ses droits politiques. L'abolition par les militaires de la junte du « Jour National Chin » était lourde de sens.

En 1974 les militaires firent de l'Etat Chin un simple territoire mettant fin à tout espoir d'autodétermination. Les militaires de Rangoon sont très conscients de la symbolique du terme de « nationalité » pour les Chins. Les Chins sont restés indépendants des royaumes birman, et formaient avant la colonisation anglaise une seule région avec le Mizoram et le Manipur. Le terme de « nationalité » Chin correspond au choix d'un peuple souhaitant exprimer ses droits politiques. L'abolition par les militaires de la junte du « Jour National Chin » était lourde de sens.

Région difficile d'accès, l'état Chin a été négligé durant de longues années par le pouvoir central : les routes y sont très mauvaises et les transports presque inexistant. C'est une des raisons pour lesquelles peu de birman s'y étaient établis et les Chins représentaient plus de 80% de la population jusqu'au soulèvement de 1988. Après 1988, le nouveau pouvoir birman envoya des bataillons de soldats dans la région, où ils se livrèrent à de nombreuses exactions (vols, viols, confiscations de bétails).

De nombreux Chins furent expulsés de leur terre ou les abandonnèrent, se retrouvant réfugiés dans leurs propres pays ou à la frontière indienne. Aujourd'hui, les militaires continuent de vouloir détruire la culture et l'identité chin en envoyant des troupes dans leur territoire. Des soldats sont envoyés dans chaque ville et chaque village de l'Etat chin pour y opprimer la population. Ils ont notamment pour instruction d'épouser des femmes chins, le gouvernement militaire leur promettant des primes ou promotions en échange.



Costumes traditionnels chins

Lire la suite page suivante...

Un pays, des peuples

les Chins (suite)

Des groupes d'insurrection armés sont opérationnels au sein du peuple chin depuis l'indépendance de 1948. Jusque dans les années 60, ceux-ci étaient majoritairement originaires du Mizoram voisin, en lutte contre le gouvernement indien. Après le soulèvement de 1988, les généraux de Rangoon amplifièrent la politique de birmanisation forcée. La résistance chin pris alors toute son ampleur. Le Front National Chin (CNF) et sa branche armée l'Armée Nationale Chin — la plus grosse organisation du mouvement Chin — lutte pour l'autodétermination du peuple Chin. Les rangs du CNF sont alimentés par les étudiant chins fuyant la Birmanie pour l'Etat du Mizoram en Inde. Récemment, il semble que les rangs du CNF aient été considérablement affaiblis notamment par des dissensions internes entre les différentes tribus composantes de l'ethnie chin. Une des causes est également le harcèlement permanent pratiqué par l'armée à l'encontre de quiconque est suspecté d'appartenir au front de résistance. Des opérations de grande ampleur ont été menées conjointement par les militaires indiens et birmans pour mettre fin à la guérilla. Des enquêtes d'organisations de défense des droits de l'homme font également état de Chins victimes de torture et de travail forcé pour le compte de l'armée birmane.



photo : www.anada-travel.com

Une partie de l'Etat Chin est toujours interdite d'accès aux étrangers car le gouvernement ne voit pas d'un très bon œil les missionnaires chrétiens qui y sont actifs. Les Chins se voient en effet également dénier leur droit à la liberté de culte et sont obligés de pratiquer le bouddhisme au lieu du christianisme. Le prosélytisme baptiste se propage depuis plus d'un siècle au milieu de ces territoires. Aujourd'hui, la religion principale est le Christianisme, avec de fortes minorités animistes et bouddhistes. Les lieux de cultes animistes et chrétiens sont régulièrement détruits au profit de pagodes construites par la réquisition des populations locales. Seule la région de Matupi est accessible aux touristes, les tatouages faciaux des femmes de cette région offrant un attrait pittoresque. La situation en Birmanie pousse des milliers de Chins à fuir leur pays.

Ces réfugiés ou exilés sont éparpillés en Europe, aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est. La pratique du christianisme favorise d'ailleurs leur réinstallation en Occident puisque des groupes issus de l'Eglise baptiste américaine, de l'Eglise anglicane anglaise, ou de l'Eglise luthérienne suédoise viennent en aide aux Chin. En 2008, une grave invasion de rats a dévasté les cultures, entraînant une famine et la mort d'une centaine de personne, et contribuant à renforcer l'exode de la population.



Célébration du Chin National Day à Haka, février 2007

Portrait

Ce mois ci: Bo Kyi, un éminent défenseur des droits de l'homme

Bo Kyi est un éminent défenseur des droits de l'homme. Il était de passage à Genève en novembre 2009 pour recevoir une distinction décernée par Human Rights Watch*, qui lui a aussi remis le Prix des Défenseurs des droits humains pour son travail en 2008. Human Rights Watch lui rend hommage pour ses efforts héroïques contre la répression de la junte birmane et pour plaider au nom de ceux qui ont osé critiquer ce gouvernement militaire et réclamer justice !



Le prix décerné par Human Rights Watch chaque année à des militants des droits humains honora cette année encore l'engagement exceptionnel d'Alison Des Forges en faveur de cette cause. Le Dr Alison Des Forges, malheureusement décédée dans un accident d'avion le 12 février 2009 aux Etats-Unis, a été la principale conseillère de Human Rights Watch auprès de la division Afrique pendant près de deux décennies en consacrant sa vie à ses travaux sur le Rwanda, notamment lors du génocide de 1994 et des séquelles de ce massacre. Elle était l'experte la plus réputée dans le monde sur le génocide rwandais et ses conséquences.



L'Association Suisse-Birmanie ** connaît Bo Kyi depuis 2002 lorsqu'il était venu à Genève pour la première fois dénonçant les exactions commises par le gouvernement militaire birman, ceci à l'ONU devant le Conseil des Droits de l'Homme (anciennement Commission des Droits de l'Homme). Il est devenu notre ami et nous tenons à le féliciter pour toutes ces années de lutte, de courage sans faille, faisant connaître son histoire et celles d'autres prisonniers politiques et révélant les malversations de la junte militaire au pouvoir.

Bo Kyi, son parcours :

Alors qu'il était étudiant à Rangoon, Bo Kyi a participé au "soulèvement du 8.8.88" en Birmanie. Le 8 août 1988, après des mois d'agitation, des millions de personnes sont descendues dans les rues pour réclamer la fin du régime militaire. La réponse fut violente de la part du gouvernement militaire, elle s'est soldée par la mort de près de 3 000 personnes au cours des sept mois de manifestations.

"C'était en 1990. Le jour où j'ai été arrêté était juste comme un autre. J'étais en train de déjeuner avec ma famille, lorsque les agents du renseignement militaire birman sont venus chez moi et m'ont emmené. Ils m'ont poussé dans une voiture, menotté mes mains derrière mon dos et mis un capuchon sale sur ma tête. J'ai été forcé de m'allonger sur le sol pour que je ne puisse pas être vu, et ils ont pressé des fusils dans mes côtes pour m'empêcher de crier.

J'ai été conduit dans un endroit inconnu et à l'arrivée, c'est à coups de pieds que l'on m'a poussé dans une chambre, et la porte s'est fermée derrière moi. J'ai retiré le capuchon de ma tête et j'ai regardé autour de moi, j'étais dans une salle de 3x3 mètres et j'ai vu des éclaboussures de sang sur les murs. Les noms de beaucoup de personnes étaient écrits là, y compris les noms de certains de mes amis. "Où sont-ils ? que sont-ils devenus" pensai-je. "Ont-ils été torturés à mort ou sont-ils encore en prison?" À ce moment-là, j'ai réalisé que ma propre torture avait commencé.

J'ai été privé de nourriture et d'eau pendant plusieurs jours. J'avais les yeux bandés et à maintes reprises j'ai subi des interrogatoires, des passages à tabac, J'ai été mis aux fers et torturé, dans des conditions ignobles. Après chaque réponse que je donnais, j'étais frappé à l'estomac si fort que ça me jetait au sol. À chaque coup, j'étais obligé de me relever et je prenais et reprenais encore et encore des coups. J'ai perdu toute notion du temps.



Lire la suite page suivante...

Portrait

Bo Kyi, un éminent défenseur des droits de l'homme (suite)

Plus tard, j'ai découvert que tout ça avait eu lieu dans le centre d'interrogatoire pendant neuf jours. Mon "crime", c'est que j'étais un membre éminent de la Fédération des syndicats d'étudiants birman, une organisation interdite en Birmanie..."

Bo Kyi a passé sept ans et trois mois derrière les barreaux, accusé pour son militantisme politique ; il n'avait qu'une vingtaine d'années lorsque le calvaire a commencé. C'était en 1990, mais cela aurait pu se passer hier !

C'est en prison que Bo Kyi a appris à parler et à écrire l'anglais, dissimulant ses documents d'apprentissage chaque fois qu'un gardien passait devant sa cellule.

Lorsqu'il a été libéré, il fuit vers la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande, où il fut le cofondateur de l'AAPP-Assistance Association of Political Prisoners (Association d'aide aux prisonniers politiques) <http://www.aappb.org/> à Mae Sot, en Thaïlande.

Aujourd'hui, à la fin de cette année 2009, quelque 2 173 militants politiques sont encore emprisonnés en Birmanie, où ils subissent des traitements abominables. Le nombre des détenus a augmenté de façon spectaculaire après la répression d'août et septembre 2007, lorsque les forces de sécurité ont brutalement réprimé les manifestations pacifiques de militants, de moines et de citoyens ordinaires lors de la "Révolution safran".

L'association fondée par Bo Kyi agit pour le compte des anciens comme des actuels prisonniers politiques et ainsi que pour leurs familles. Elle leur fournit une aide financière et des soins médicaux, surveille les conditions de vie dans les prisons et lutte au niveau international pour la libération des prisonniers.

(*) **HRW-Human Rights Watch** <http://www.hrw.org/fr> est l'une des principales organisations indépendantes au monde qui se consacre à la protection et à la défense des droits humains. En attirant l'attention internationale sur les situations où les droits humains sont violés, HRW donne une voix aux opprimés et exige que les oppresseurs répondent de leurs crimes. Leurs enquêtes objectives et rigoureuses, ainsi qu'un plaidoyer ciblé et stratégique, permettent à HRW d'exercer une pression intense qui incite les décideurs à agir et accroissent le prix à payer pour les auteurs d'atteintes aux droits humains. Depuis 30 ans, Human Rights Watch œuvre avec ténacité pour poser les bases morales et légales de changements profonds et lutte pour apporter plus de justice et de sécurité aux peuples du monde entier.

(**) **L'Association Suisse Birmanie:**

Cet article a été rédigé par l'Association Suisse Birmanie, qui partage des objectifs similaires avec Info Birmanie, à savoir la sensibilisation du grand public sur la situation en Birmanie et le soutien aux démocrates birman. Exclusivement composée de bénévoles, leur équipe organise régulièrement des événements publics en Suisse, et tient également un site Internet très souvent actualisé et riche d'informations.

N'hésitez pas à prendre contact avec eux si vous résidez en Suisse !



Bo Kyi participe à la campagne 'Même si je suis libre, je ne le suis pas' en rendant hommage aux prisonniers politiques actuellement incarcérés, ici Min Ko Naing



Association Suisse-Birmanie
15, rue des Savoises
CH-1205 Genève
Email : asboffice@bluewin.ch
Internet : www.birmanie.ch



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »
Aung San Suu ky



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr**